

SUNDEP INFOS

La Brève du syndicat Solidaires de l'Enseignement Privé



Sud Enseignement privé

L'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation et à la grève le 28 juin...

Poursuivre la lutte...

La journée du 28 juin doit partout exprimer le soutien à la lutte nécessaire et exemplaire des cheminot-es contre la privatisation et pour la préservation de leur statut.

Tout le monde est concerné...

Par cette offensive, il s'agit de lutter pour nos conditions de travail, pour une vie décente : les retraité-es, les lycéen-es, les étudiant-es mais aussi les usagers et les usagères de ce service public à la française sont concerné-es.

La guerre aux pauvres...

Pire que ces prédécesseurs, ce pouvoir arrogant mène une politique répressive envers les classes les moins favorisées en se pensant autorisé à énoncer publiquement les préjugés les plus dégradants !

Le 28 juin est un moment important de mobilisations et d'actions pour maintenir la pression par tous les moyens

moins et une orientation vers un BacPro en 2 ans, tou-te-s les enseignant-es de LP seront touché-es par ce qu'il est convenu d'appeler un véritable plan social.

Comment parler de revalorisation de la filière lorsque le but est ici de faire des économies !

Et ce n'est pas non plus en coupant les moyens aux conseiller-es d'orientation, courroies de transmission essentielles des informations vers les élèves des milieux les plus défavorisés que l'égalité tant réclamée par nos gouvernants sera assurée !

Alors, on va se laisser faire ? Dès la rentrée, il faut se mobiliser autour de cette réforme et informer tou-te-s les collègues de ses implications.

Pour en savoir plus :

<http://www.sundep.org/spip.php?article1720>



A l'heure où 750 000 lycéennes et lycéens bachotent ici et là, dans nos académies, sur des sujets divers et variés afin de décrocher le BAC dans sa version encore non revisitée par ce gouvernement « en marche », quid du candidat Blanquer ? S'il visait une mention pour son parcours de première année, celle-ci ne lui serait certainement pas octroyée par les adhérent-es et sympathisant-es du SUNDEP-Solidaires ! Recalé notre ministre de l'Education Nationale. « *Eprouver l'injustice, est-ce nécessaire pour savoir ce qui est juste ?* ». Une question philosophique à laquelle certain-es des candidat-es du lycée Arago ont eu sûrement le temps de réfléchir à l'occasion de leur très longue garde à vue faisant suite à l'occupation pacifique de leur établissement. Des jeunes qui ne souhaitent pas intégrer votre « start-up nation », M. Blanquer !

Réforme du LP : un véritable plan social !

Insérer les lycées professionnels au sein de campus ou de réseaux, revoir la liste des bacs professionnels et rendre leurs intitulés plus compréhensibles, remanier les trois années du LP : voici les grands axes présentés par Jean-Michel Blanquer le 28 mai dernier à grand renfort de communication, dans la cour même du ministère de l'Education Nationale.

On avait déjà saisi l'intention du gouvernement de favoriser l'apprentissage au profit des LP par la création de campus professionnels, c'est désormais aux formations dispensées dans ces mêmes lycées que le gouvernement s'attaque. Un exemple : exit le BacPro GA (Gestion Administration) où une suppression de 1500 postes est prévue : une véritable saignée ! Les enseignant-es sont en effet les grand-es absent-es de cette réforme. Ni consulté-es, ni associé-es à aucune des réflexions menées autour de cette question, le MEN nie l'expertise des professeur-es. De 300 à 400 heures de cours en

ParcourSup : notre contre bilan.

Ressentir un stress avant les épreuves du BAC n'est pas une nouveauté, mais à celui-ci, s'ajoute depuis la mise en place de la nouvelle plate-forme d'accès aux formations du supérieur, une bonne dose d'inquiétude voire même d'angoisse.

Le ministère se vante déjà et sans honte, d'avoir tenu sa promesse : les deux tiers des candidat-es ont eu au moins une proposition la semaine du BAC ! Mais à quel prix ? Ce qui n'est pas non plus dit, c'est que près de 300 000 lycéen-nes sont encore très largement dans le flou, la moitié d'entre eux/elles n'ont toujours aucune réponse et 50 000 candidat-es ont même quitté la procédure !

Par contre, une chose est sûre à 100% : niveau stress, ParcourSup remporte la palme d'or sans faire mieux, in fine qu'APB. Ainsi depuis le 22 mai dernier, grâce à un petit compteur, véritable générateur de stress, s'actualisant chaque nuit, la tension des élèves de terminale et de leurs parents grimpe à la vitesse du curseur d'une souris d'ordinateur.

Le ministère, pourtant au fait s'agissant des neurosciences, aurait-il omis de s'intéresser aux travaux de chercheurs en psychologie sociale à ce sujet ? Ceux-ci, celles-ci font, en

effet, consensus sur le concept suivant : « *Les classements ont des effets négatifs sur l'estime de soi et ce qu'on appelle le sentiment d'efficacité personnelle* ». Ainsi il a été démontré que si l'on classe de manière aléatoire des élèves en ne prenant pas en compte leurs compétences, le jeune mal classé qui a pourtant les qualités requises aura tendance à moins bien réussir.

Autre effet pervers étudié scientifiquement, les répercussions de l'anxiété. « *L'état d'anxiété amène à être centré sur soi, sur ses préoccupations. On a donc moins d'attention à allouer à d'autres tâches.* » Réviser son bac, par exemple !

Certain-es candidat-es, insatisfait-es des réponses lues sur ParcourSup, y ont d'ores et déjà rénoncé en ne se présentant pas aux épreuves !

Pour en savoir plus : <http://www.sundep.org/spip.php?article1719>

CUI-PEC, on prend les mêmes et on recommence ?

A la rentrée 2017, le gouvernement annonçait la fin des CUI ou contrats aidés dont bénéficiait un nombre important d'AVS de nos établissements.

Jugés alors pas assez efficaces, ces contrats précaires étaient pointés du doigt par le gouvernement qui promettait de faire mieux. En proposant un statut pérenne aux nombreuses et nombreux AVS qui permet une nécessaire insertion aux jeunes en difficultés ? Pas vraiment, à en lire les contrats proposés en Parcours Emploi

Compétences ou PEC. Cette nouvelle appellation ne change rien à leur base juridique. Les PEC restent des Contrats Uniques d'Insertion. La durée moyenne de ces nouveaux contrats fixée à 21 heures 50 risque d'être une norme, difficile alors de prétendre à des salaires corrects. Il est annoncé 30500 de ces contrats dans l'EN promettant une formation obligatoire accrue. Au SUNDEP-Solidaires nous restons vigilant-es s'agissant de ce point qui s'il n'est pas effectué de manière sérieuse peut permettre une requalification de ces contrats en CDI. N'hésitez pas à nous contacter à ce sujet !

La phrase du mois :
« **Notre objectif : un million de collégiens dans les collèges** » par **J.M. Blanquer au Parisien**

C'est dire si nous partageons les mêmes préoccupations avec notre ministre !

sundep@laposte.net
<http://www.sundep.org>